



**ARRÊTÉ DU MAIRE**

**n° 20 /2026**

**PORTANT OPPOSITION AU TRANSFERT DE POUVOIRS DE POLICE DU MAIRE  
EN MATIERE DE CIRCULATION ET DE STATIONNEMENT SUR VOIRIE  
ET DE DELIVRANCE DES AUTORISATIONS DE STATIONNEMENT SUR LA VOIE PUBLIQUE  
AUX EXPLOITANTS DE TAXI**

Le Maire de la Commune d'INNENHEIM,

- VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L.2212-2, L.5211-9-2-I al 6 et L.5211-9-2-III ;
- VU l'arrêté préfectoral du 16 décembre 1998 portant création de la Communauté de Communes du Pays de Sainte Odile et approbation de ses statuts définissant notamment ses champs de compétences originelles, modifiés par arrêtés préfectoraux des 3 mai 2001, 13 mars 2003, 18 juillet 2003, 31 mars 2004, 6 septembre 2004, 23 octobre 2006, 26 novembre 2007, 4 octobre 2011, 30 mai 2016, 24 octobre 2016, 17 août 2017 et en dernier lieu du 29 décembre 2017 ;
- VU les opérations électorales du 13 avril 2026 lors desquelles a été élue la Présidente de la Communauté de Communes du Pays de Sainte-Odile;

CONSIDERANT qu'en vertu des dispositions de l'article L.5211-9-2 IA du Code général des collectivités territoriales, les maires des communes membres d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre compétent en matière de voirie transfèrent au président de cet établissement les prérogatives qu'ils détiennent en matière de police de la circulation et du stationnement ainsi qu'en matière de délivrance des autorisations de stationnement sur la voie publique aux exploitants de taxi ;

CONSIDERANT que dans un délai de six mois suivant la date de l'élection du Président de l'établissement public de coopération intercommunale, un ou plusieurs maires peuvent s'opposer, au transfert de ces pouvoirs de police ;

CONSIDERANT que la notification de cette opposition au Président de l'établissement public de coopération intercommunale met fin au transfert des pouvoirs de police pour les communes concernées ;

CONSIDERANT qu'il est nécessaire et cohérent pour la Commune d'Innenheim de conserver la plénitude de ses moyens d'action en matière de police de la circulation et du stationnement, y compris des exploitants de taxis, sur l'ensemble de son ban communal et pouvoir ainsi mettre fin sur son territoire à toute action portant atteinte à l'ordre public ;

.../...

CONSIDERANT qu'au vu du caractère essentiel et décisif des prérogatives du Maire en matière de circulation et de stationnement ainsi que de délivrance des autorisations de stationnement sur la voie publique aux exploitants de taxi, il y a lieu de faire opposition au transfert des pouvoirs de police détenus par le Maire d'Innenheim en la matière ;

## ARRÊTE

### Article 1

En application de l'article L.5211-9-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est fait opposition au transfert des pouvoirs de police du Maire en matière de police de la circulation et de stationnement sur voirie et de délivrance des autorisations de stationnement sur la voie publique aux exploitants de taxi.

### Article 2

Le Maire certifie le caractère exécutoire de cet acte et informe que celui-ci peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Strasbourg, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, de sa transmission au contrôle de légalité et de sa publication.

### Article 3

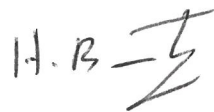
Monsieur le Maire est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché et dont ampliation sera adressée à :

- M. le Sous-Préfet de l'Arrondissement de Sélestat-Erstein
- Mme la Présidente de la Communauté de Communes du Pays de Sainte-Odile

Fait à Innenheim, le 22 avril 2026

Le Maire,

Hervé BENTZ.

H. B. 



### CERTIFICAT DE PUBLICATION

Le Maire certifie que le présent arrêté a été affiché dans les locaux de la Mairie et publié sur le site de la Commune d'Innenheim, le 22 avril 2026.